

---

## **MARCHE D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES STATIONS D'EPURATION ET POMPES DE RELEVAGE**

Marché de prestations de services  
Règlement de consultation

Date limite de remise des offres : Mercredi 19 novembre 2025 à 12H00

## ARTICLE 1. GENERALITES

La présente consultation l'entretien et la maintenance des stations d'épuration et pompes de relevage installées sur le patrimoine géré par TISSERIN HABITAT.

Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter du 1er janvier 2026 renouvelable 2 fois 1 an tacitement sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant la date d'échéance.

Durée maximale du marché : 3 ans.

## ARTICLE 2. REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### 2.1. Étendue de la consultation

*La présente consultation est ouverte, et soumise aux dispositions* des articles 67 et 78 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 : appel d'offres ouvert.

### 2.2. Mode de passation du marché

Le présent Marché est constitué d'un lot.

### 2.3. Conditions de Prix

Le marché sera basé sur bordereau de prix unitaire.

Les propositions seront établies en prix global, forfaitaire, ferme et définitif, sur la base des conditions économiques de novembre 2025.

### 2.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### 2.5. Délai d'exécution

Le délai global d'exécution est fixé dans le CCAP.

### 2.6. Mode de règlement du marché

Le mode de règlement est spécifié au C.C.A.P

### 2.7. Variantes

Sans variantes.

### 2.8. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### ARTICLE 3. CONTENU ET PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par eux.

#### **Dossier de candidature :**

- 1) Une déclaration conforme au modèle joint (DECLARATION A SOUSCRIRE PAR LES SOCIETES SOUMISSIONNANT AUX MARCHES) ou, le cas échéant, copie du jugement prononçant le redressement judiciaire pour chacune des entreprises faisant partie du marché (entreprise générale, mandataire, co-traitants, sous-traitants).
- 2) La lettre de candidature (formulaire DC1) en un seul exemplaire,
- 3) Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat, en un seul exemplaire,
- 4) Un extrait du registre de Commerce ou une carte d'identification au répertoire des métiers,
- 5) Le cas échéant, copie du jugement prononçant le redressement judiciaire prouvant leur habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible du marché, en un seul exemplaire,
- 6) Déclaration du candidat (formulaire DC2 pour les candidats établis en France, et DC5E pour les candidats établis hors de France), assortie des copies certifiées conformes des originaux des attestations et certificats fiscaux et sociaux ou de l'état annuel de ces certificats (formulaire DC7 ou NOTI1) à jour en un seul exemplaire,
- 7) Copie de la qualification professionnelle en vigueur à la date de la remise des offres, ou, à défaut, les références du candidat, permettant d'apprécier les garanties professionnelles et financières de celui-ci dans le domaine d'activité relatif au marché pour lequel il soumissionne ainsi qu'une liste des références en matière de prestations similaires, en un seul exemplaire,
- 8) Attestation d'assurances civiles et décennales en cours de validité
- 9) Le(s) certificat(s) de qualité (certification ISO), en cours de validité, que pourrait éventuellement avoir le candidat, en un seul exemplaire,
- 10) Les fournisseurs de nationalité non française produiront des déclarations et attestations similaires conformément aux articles 20a, b, c, e et f, 21, 22, 23 de la Directive européenne numéro 93/36 du 14 juin 1993.
- 11) Une note de présentation de la société avec l'ensemble de ces compétences
- 12) La note d'acceptation des documents modèles joints en annexe 2
- 13) Attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324.9, L.324.10, L.341.6, L.125.1 et 125.3 du code du travail en un seul exemplaire,

Les documents seront rédigés en français.

#### **Dossier d'offre :**

Celle-ci doit comprendre :

- 1) Un **acte d'engagement** (soumission) daté et signé (cadre ci-joint à compléter)
- 2) Les **annexes et DPGF** remplies et signés.
- 3) Une **copie numérique** des annexes et DPGF complétés au format EXCEL
- 4) Un **mémoire** de 50 pages maximum qui permettra à l'organisme de choisir l'offre qu'il juge la plus intéressante de par sa valeur technique, ses garanties professionnelles et financières.  
**Celui-ci doit reprendre tous les items détaillés dans la fiche d'évaluation des offres**
- 5) Les **annexes du RC** complétées et signées

**NOTE IMPORTANTE :** les offres incomplètes, à l'exception des certificats de qualité et des variantes ne seront pas examinées.

## ARTICLE 4. JUGEMENT DES OFFRES

### 4.1. Les conditions de fond

Les offres devront répondre impérativement sur la totalité des sites sous peine de nullité de l'offre.

Toutes les offres dépassant plus de 10 % le prix limite de la consultation ouverte seront abandonnées.

Ce jugement sera effectué dans les conditions définies ci-après :

- Offre financière (montant total annuel HT) : 60%
- Fiche d'évaluation et mémoire technique : 40%

Il est également rappelé que la composition des dossiers d'offres, et le respect des clauses du présent RC seront rigoureusement vérifiés.

### 4.2. Les conditions de forme

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un entrepreneur candidat entre les sommes indiquées dans l'acte d'engagement et dans le détail estimatif, la somme portée en lettres dans l'acte d'engagement prévaut.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de l'appel d'offres.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus, son offre sera éliminée comme non-cohérente.

### 4.3. Dispositions particulières

Si au terme de la consultation, un candidat est informé que son offre est retenue, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où le maître de l'ouvrage ne passerait pas avec lui le marché de travaux correspondant, quand bien même la mise au point de son offre aurait nécessité la réalisation d'études complémentaires. En effet, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

## ARTICLE 5. REMISE DES OFFRES

Les offres, devront être remises avant le **19 novembre 2025, 12h00**, date et heure limite.

*Le dossier de candidature comportera deux dossiers distincts :*

**1<sup>er</sup> dossier : Pièces administratives**

**2<sup>ème</sup> dossier : Offre**

*La candidature sera à déposer sur la plateforme de publicités :*

<https://www.marches-securises.fr>

*Le fichier portera le numéro et la mention de la consultation correspondante*

**TOUTE OFFRE INCOMPLÈTE NE RÉPONDANT PAS  
AUX ARTICLES PRÉCÉDENTS SERA ÉLIMINÉE.**

## **ARTICLE 6. COLLECTE DES DONEES PERSONNELLES**

Les données personnelles collectées font l'objet d'un traitement par TISSERIN HABITAT dans le but d'analyser les candidatures et les offres des candidats. Les informations seront conservées pendant 5 ans à compter de la fin de l'exécution du marché pour le(s) titulaire(s) et 5 ans pour les candidats non retenus à compter de la date de signature du marché.

## **ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Toute information complémentaires utile relatif à la consultation peut être obtenue soit :

- **En passant par la plateforme de marché sécurisé sur l'URL suivante** <http://www.marche-securise.fr>

Les demandes d'informations complémentaires doivent être formulées au plus tard 8 jours avant la date limite de dépôt des offres.

**DECLARATION A SOUSCRIRE PAR LES SOCIETES  
SOUMISSIONNANT AUX MARCHES**

**PASSES AU NOM DE**

1 Dénomination de la Société (ou raison sociale) :

.....

2 Adresse du siège social :

.....

3 Forme juridique de la Société :

.....

4 Montant du capital social :

.....

5 Numéro et date d'inscription au registre du commerce :

.....

6 Nom, prénoms, nationalité, date et lieu de naissance du ou des responsables statutaires de l'entreprise et des personnes ayant qualité pour engager la société à l'occasion du marché :

.....

7 Existe-t-il des privilèges et nantissements inscrits à l'encontre de l'entreprise au greffe du tribunal de Commerce ?

OUI      NON (1)

8 Le déclarant atteste que ni la Société, ni aucune des personnes qui occupent des positions définies par l'article 104 de la loi du 13 juillet 1967 ne sont en état de liquidation des biens, de règlement judiciaire ou en état de faillite personnelle.

9 L'un des dirigeants de l'entreprise a-t-il fait l'objet de l'une des condamnations, déchéances et sanctions prévues par la loi n° 47-1635 du 30 août 1947 relative à l'assainissement des professions commerciales et industrielles ?

OUI      NON (1)

10 L'une des personnes exerçant ou ayant exercé dans la société des fonctions de direction, de gérance ou d'administration a-t-elle été condamnée en application de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 relative au prix.

OUI      NON (1)

11 J'atteste, que la société a satisfait l'ensemble des obligations prévues par l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958 - article 56 (article 433.9 du CCH) que les numéros d'immatriculation à la Sécurité Sociale des établissements de la société sont les suivants :

12 La société est-elle soumise à la réglementation sur l'organisation la défense en matière de travaux publics et de bâtiments ?

OUI      NON (1)

13 Nom, prénoms, qualité du signataire de la déclaration :

14 Je certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 6 du Décret n°61-552 du 23 mai 1961 modifié, que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Fait à :

Le

(1) Cocher la case correspondante

Rappel

*Conformément à l'article 50 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952, modifié par l'article 56 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 :*

*I - Ne peut obtenir de commandes de la part de l'Etat et des établissements publics visés à l'article 39 du code des marchés publics, et les sociétés privées d'HLM :*

*###toute personne condamnée pour infraction à une disposition du code général des impôts prévoyant des sanctions pénales et à l'encontre de laquelle le tribunal a prononcé l'interdiction d'obtenir de telles commandes ;*

*###toute personne morale sous le couvert de laquelle le condamné agirait pour se soustraire à cette interdiction ;*

*###toute entreprise redevable de l'impôt fraudé lorsque la personne condamnée qui a fait l'objet de l'interdiction est un dirigeant de droit ou de fait de l'entreprise. Cette exclusion s'applique pendant toute la durée de l'interdiction et cesse si ce dirigeant en est relevé dans les conditions prévues à l'article 55.1 du code pénal.*

*L'exclusion prononcée en application du présent paragraphe cesse de plein droit lorsque l'entreprise n'emploie plus la personne condamnée.*

*II - Les dispositions du paragraphe I sont applicables aux entreprises qui exécutent en qualité de sous-traitant une partie des commandes susvisées.*

*III - En cas d'inobservation des dispositions prévues par le présent article, le marché peut, aux torts exclusifs du titulaire, être résilié ou mis en régie.*

### ANNEXE 3 : Fiche d'évaluation de l'offre

Société :

.....

Marché :

.....

Coordonnées de la personne à contacter pour toute précision sur l'offre :

Nom : .....

Tel : .....

Mail : .....

	Points
Valeur financière : <b>60 Points</b>	
Valeur technique : <b>40 points</b>	

Tableau d'attribution de la note technique			
N°	Désignation	Nombre de points maximum	Points attribués
<b>1</b>	<b>Présentation de l'entreprise :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation de l'organisation de l'entreprise, organisation des interventions, encadrement, déroulement des interventions</li> <li>- Présentation des effectifs selon les missions, les habilitations ou certifications. Le nombre d'équipes pouvant être affectées à la réalisation des prestations</li> <li>- Moyens mis en œuvre pour la réalisation des missions confiées</li> </ul>	10	
<b>2</b>	<b>Expériences significatives</b> du candidat dans ce domaine (référence ou attestation d'expérience favorable souhaitée)	10	
<b>3</b>	<b>Organisationnel et méthodologie des interventions :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clarté et pertinence de l'organisation proposée (planning, mode opératoire, suivi)</li> <li>- Réactivité en cas d'urgence ou panne</li> <li>- Démarche qualité / sécurité</li> <li>- Gestion de la continuité du service</li> <li>- exemple de documents à joindre au rapport technique :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Planning transmis</li> <li>• Rapport d'anomalie,</li> <li>• Rapport de prise en charge,</li> <li>• Rapport d'activité/exploitation annuel</li> <li>• Facture type</li> </ul> </li> </ul>	10	



4	<b>Outils de suivi, traçabilité et communication :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité et clarté des documents de suivi (rapport, planification, fiches, bilans)</li> <li>- Moyens numériques proposés (plateforme, portail client, etc.)</li> <li>- Transmission des rapports et échanges avec le bénéficiaire</li> <li>- Propositions d'amélioration</li> </ul>	10	
---	--	----	--

Les réponses sur ces points doivent apparaître clairement dans le mémoire technique ou faire l'objet d'un mémoire à part. Ces documents seront contractuels et annexés au marché.

Les colonnes grisées sont réservées à TISSERIN HABITAT